

Recherches sociographiques



Jean PROVENCHER, *Chronologie du Québec*

Yves Tessier

Volume 33, numéro 2, 1992

Images, Art et culture du Québec actuel

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056701ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056701ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tessier, Y. (1992). Compte rendu de [Jean PROVENCHER, *Chronologie du Québec*]. *Recherches sociographiques*, 33(2), 350–351.
<https://doi.org/10.7202/056701ar>

quatre-vingt pages, les illustrations, les index. Voilà autant de raisons de croire que cette édition des *Œuvres complètes* de Lahontan aura une très large et bien méritée diffusion.

Henrique URBANO

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Jean PROVENCHER, *Chronologie du Québec*, Éditions du Boréal, 1991, 217 p.

À la fin de 1991, les Éditions du Boréal publiaient *Chronologie du Québec*, un ouvrage de l'historien Jean Provencher. L'œuvre retrace les principales dates de l'histoire du Québec de 35000 av. J.-C. jusqu'en 1980. Les différents événements sont regroupés sous quatre grandes rubriques : « Culture et société québécoises », « Politique québécoise », « Canada et États-Unis », « Monde ». La périodisation est la même pour chacune de ces rubriques, soit cinq parties : « Quelques dates importantes avant 1534 » ; « La Nouvelle-France, 1534-1760 » ; « Un nouveau Régime, 1760-1867 » ; « Le Québec qui se construit, 1867-1929 » et « Le Québec moderne, 1929-1980 ». L'ouvrage comprend un index.

La première partie ne fait que quelques pages, étant de la sorte fort incomplète et d'utilisation très restreinte. Elle est davantage une présentation qu'un instrument de travail. Les autres divisions sont d'égale importance, sauf la troisième, un peu plus longue, intitulée, « Le Québec qui se construit ». La diachronie est d'autre part discutable. Le Régime militaire (1760-1763) constitue historiquement une période et aurait dû être considéré comme telle. Il en est ainsi des années 1763 à 1867 qu'on a regroupées. Des subdivisions auraient facilité la compréhension tout en étant plus conformes à l'historiographie.

Il est difficile de commenter les dates que l'auteur a retenues dans cette chronologie à moins de refaire toute la recherche. Il semble, toutefois, que certains faits importants n'avaient été ignorés ou cités qu'indirectement. L'auteur, par exemple, ne mentionne pas clairement la découverte du Saint-Laurent par Cartier, si ce n'est qu'il indique qu'en 1536, le navigateur malouin écrit dans son rapport au roi avoir découvert une rivière de 800 lieues. La découverte du fleuve, en août 1535, et les raisons de son appellation auraient dû être mentionnées. En 1793, la fondation de Toronto ainsi que le voyage d'Alexander Mackenzie vers le Pacifique ont été oubliés et en 1867, la Conférence de Londres. Sont aussi passées sous silence les faits relatifs au choix de la ville d'Ottawa comme capitale du Canada-Uni à la fin des années 1850. De plus, en signalant que le parlement du Canada-Uni fut déménagé à quelques reprises entre 1840 et 1867 et, en énumérant les villes où il fut installé, on a omis de souligner que la ville de Québec en a aussi été le siège. Une faute, (*Une* nouveau régime) qui revient en tête d'une soixantaine de pages, aurait dû être vue et corrigée. L'oubli, malgré l'erratum, agace.

L'idée de jumeler la chronologie du Québec à celle du Canada, de l'Amérique et du reste du monde est d'autre part excellente. Elle permet d'établir plusieurs points de comparaison, de retracer les événements qui auraient influencé l'historicisme québécois ou encore de situer le Québec dans un contexte sociopolitique élargi.

L'ouvrage de Provencher reste un instrument de travail, utile à celle ou celui qui aimerait rapidement situer un événement dans son contexte bien que l'index présente certaines faiblesses. On n'y retrouve pas le mot Saint-Laurent. On peut y voir par contre celui de la Banque canadienne nationale alors que celui de la Banque de Montréal n'y apparaît pas.

C'est aussi un livre d'histoire où l'on peut, comme l'indique l'auteur lui-même, faire des découvertes qui rempliront d'étonnement. Différents événements, des anecdotes, souvent ignorés, attirent continuellement l'attention. C'est vraiment à ce niveau que se situe l'intérêt de ces pages qui se lisent très facilement. Le lecteur reste toujours avide de multiplier les découvertes.

L'iconographie est de plus fort riche et détaillée. Elle rappelle celle de *Québec-Canada, synthèse historique*, une recherche également publiée par les Éditions du Boréal.

Plusieurs encarts résumant une situation, la rébellion de 1837, la naissance du parlementarisme. Ils permettent de comprendre rapidement de nombreux aspects de l'histoire. À ce titre, la chronologie de Provencher est un excellent ouvrage de vulgarisation qu'il est utile de consulter.

Yves TESSIER

*Département d'histoire, géographie et civilisations,
Cégep François-Xavier-Garneau.*

Alain BACCIGALUPO, *Système politique et administratif des municipalités québécoises*, Éditions Agence d'Arc inc., 1990, 568 p.

Par cet important ouvrage de 568 pages qui vise à faire un large tour d'horizon sur l'ensemble du système politico-administratif local au Québec, l'auteur a voulu combler la pénurie de manuels de base sur le sujet. Une telle démarche s'accorde bien avec les courants favorables à la montée et à la revalorisation du pouvoir local (régional, municipal et infra-municipal) auquel sont transférées, parfois bon gré mal gré, de nouvelles compétences, en vue de contrebalancer la mondialisation de l'économie et de favoriser l'autonomie et la démocratie. Même si les sources essentielles de l'ouvrage ne sont pas législatives et jurisprudentielles ou tirées des travaux de leurs glossateurs, l'auteur tient à se situer dans un courant traditionnel. Il présente une description et une analyse du système politico-administratif québécois et de ses objectifs en l'identifiant comme fonctionnaliste et systémique. Il adopte une approche juridico-institutionnelle qui met l'accent sur les structures, tel que le révèle le plan des chapitres qui abordent successivement l'historique des administrations municipales québécoises, les structures municipales, les élus locaux, les fonctions publiques municipales, les services et les équipements municipaux, les finances locales, les contrôles étatiques et l'apport des grands modèles étrangers. La gamme des sujets est assez impressionnante: la décentralisation et la déconcentration, la démocratie représentative ou participative, le rôle du directeur général, la forte sous-représentation féminine parmi les élus ou les officiers municipaux, les réformes classiques du regroupement urbain (communautés urbaines) et régional (M.R.C. ou muni-